

BOUIRA

Des villageois ferment le siège de l'APC de Saharidj

Plusieurs dizaines de citoyens du village Imesdourar, ont procédé hier, dimanche, à la fermeture du siège de l'APC de Saharidj, à 50 kilomètres à l'est de Bouira, pour protester contre le réseau d'assainissement qui a été réalisé mais sans remettre la chaussée en l'état, ce qui rend les routes du village, surtout par temps de pluie, impraticables.

D'après les informations en notre possession, dans ce village qui culmine à plus de 1 500 mètres d'altitude et qui est situé dans la périmètre du PND (Parc national du Djurdjura) à 10 kilomètres au nord du chef-lieu de la commune, et bien que la majorité des familles ait quitté les lieux à cause de la rigueur de l'hiver, le village se trouve, à chaque chute de neige, totalement isolé mais également à cause de l'insécurité qui avait régné pendant les années 1990, même si des villageois avaient constitué sur place un groupe de légitime défense, et des dizaines de familles continuent à vivre sur place.

Aussi, ce dimanche, lorsque ces villageois ont décidé de fermer le siège de l'APC, c'est pour dénoncer l'état dans lequel se retrouvent les différentes artères du village, mais également, le non-renouvellement des conduites d'AERP qui sont toutes rouillées, ce qui rend la potabilité de l'eau douteuse, et enfin, l'éclairage public qui n'a pas été réparé depuis 5 ans.

Durant toute la journée d'hier, le siège de l'APC est resté fermé. D'après des informations en notre possession, le P/APC s'est réuni avec des représentants de ce village mais nous ignorons les résultats de cette entrevue, le P/APC étant resté injoignable en dépit de plusieurs tentatives.

Y. Y.

CHERCHELL

«La fontaine romaine» abîmée pour la seconde fois par un fou

Un malade mental s'est attaqué récemment, à l'aide d'un marteau et d'un burin, à un vestige historique, composé d'une fontaine rehaussée par quatre visages monumentaux. Ce vestige, ainsi agressé, a subi des dégâts, difficilement réparables.

Pour rappel, ce vestige appelé communément fontaine romaine est situé au cœur de la ville de Cherchell et délimité par le Plan d'occupation du sol (POS historique), en tant que site historique destiné à être intégré dans le plan de protection et de mise en valeur des sites archéologiques (PPMV-SA), en application du décret exécutif 03-323 du 5 octobre 2003.

Cette fontaine romaine est, en fait, une structure composée de quatre masques monumentaux adossés à un chapiteau corinthien supportant un second chapiteau formé de deux coupoles d'où jaillissent plusieurs filets d'eau.

A la base de ce monument, on trouve un immense cube de pierre supportant cet ensemble, trônant au centre d'un bassin circulaire, où évoluaient jadis des poissons rouges au milieu de nénuphars géants.

Cet ensemble architectural, réalisé par les premiers archéologues qu'avait connu Cherchell, avait mis en évidence la copie de quatre masques monumentaux et colossaux, représentant un vieillard et trois jeunes femmes. Les archéologues, qui ne sont pas arrivés à leur donner des noms, ont, cependant, émis des hypothèses sur leur origine. La plus plausible est celle qui les identifie comme étant des divinités marines Nérée et les Néréides, ayant servi au décor d'un temple dédié au dieu Neptune.

Cette fontaine romaine a été érigée sur le site même où furent dégagés, au début de 1900, le mihrab d'une mosquée fatimide et des chapiteaux datant des X^e et XI^e siècles.

Selon plusieurs témoignages émis par des citoyens, l'aliéné mental qui avait agressé ce monument, serait un certain B. A., qui avait attaqué cette placette à coup de burin ; une placette qui fut jadis une place de dancing, jouxtant l'hôtel Césarée, où évoluaient en toute sérénité des couples coloniaux.

Les témoignages des vieux Cherchellois et des joueurs de boules qui fréquentent assidûment cette place romaine, ont manifesté leur stupeur, leurs regrets et leur colère de voir ce vestige agressé avec autant de facilité. Ils s'insurgent alors en clamant «nous sommes dans l'attente d'une réaction des hommes de l'art, des élus et de la sécurité face à cette agression qui a eu lieu, au vu et au su de tout le monde».

L'un de ces témoins affirma que l'agresseur est bel et bien un malade mental : «Il avait déposé à même le sol de la placette carrelée, un marteau, un burin et un pic. Cet individu escalada avec aisance et tranquillité le monument, en commençant par s'attaquer au nez et au visage de la tête monumentale sculptée ; puis redescendit en s'accroupissant en signe de prière. Il remonta et redescendit à plusieurs reprises, pour s'attaquer

ensuite aux autres têtes monumentales des jeunes femmes sculptées. Mais devant la dureté et la consistance des masques colossaux, il grimpa plus haut vers le chapiteau, en s'attaquant à nouveau aux deux coupoles déjà altérées par le temps. A force de frapper, il détacha des lambeaux de ces coupoles.»

Un autre témoin déclara : «Cet individu est venu sur la placette dès la prière du Fedjr à 6 heures 30 mn. En escaladant la fontaine romaine, il n'avait aucune crainte, aucune peur. Ce même individu avait attaqué cette fontaine en janvier 2012, dans les mêmes circonstances et a été appréhendé par la police», précise notre source.

En effet, ce même individu, arrêté pour le même forfait en 2012, a été appréhendé et transféré vers un hôpital, pour être libéré quelque temps après. Cet individu aurait déclaré en 2012 au responsable de la police : «Des voix m'ont dit que les habitants de cette

ville adoraient ces statues romaines. Alors, je dois détruire ces pierres que les impies prient.»

Mais au-delà de ce regrettable incident qui survient pour la seconde fois, cela devrait nous interpeller et nous rappeler que ce monument, patrimoine national, vient seulement d'être réparé à coup de dizaines de millions, et réceptionné récemment. Ainsi se pose le problème de la préservation de cette vaste placette, pour laquelle plusieurs centaines de millions furent dépensés pour son embellissement. A ce titre, des voix s'élèvent et proposent de «désigner quelques jeunes pour surveiller cette fontaine, où évoluaient jadis de beaux poissons rouges à l'ombre des nénuphars géants, ainsi que les bandes fleuries et gazonnées. Cela ne coûtera pas cher et sécurisera, outre les bambins qui fréquentent cette belle placette, les vestiges historiques qui s'y trouvent».

Houari Larbi

M'SILA

Les professeurs d'un CEM s'insurgent contre l'agression d'un des leurs

En vue de protester contre les agressions au sein des établissements scolaires et en signe de solidarité avec leur collègue agressé en plein cours sous le regard de ses élèves, les enseignants du collège Colonel El Haouès de M'sila ont suspendu, ce dimanche, les cours en renvoyant leurs élèves chez eux.

L'incident remonte à la journée de jeudi dernier où un parent d'un élève s'est présenté en compagnie d'une tierce personne devant la classe de son enfant, loin des yeux du concierge, des surveillants ou tout autre responsable ; ce n'est pas pour s'enquérir de la scolarité de son enfant mais ce parent s'est présenté pour proférer des insultes, injures et menaces à l'encontre de l'enseignant de son enfant, en présence de tous ces élèves.

Cette querelle s'est terminée par des bousculades dans le hall du CEM et n'était-ce l'intervention des présents sur les lieux, cet incident aurait pris de graves conséquences. A cet effet, les professeurs de ce collège se sont révoltés contre ce genre de dépassements et ont suspendu les cours de cette journée de jeudi pour continuer leur protestation par un débrayage ce dimanche.

En attendant la réaction des responsables en vue de mettre un terme à ces agressions qui ne font que nuire à la scolarité des enfants, les protestataires ne réclament plus que la sécurité dans les établissements scolaires, sans interrompre le programme des visites des parents d'élèves, tracé par l'administration.

A. Laïdi

Les fellahs d'El Khalwa protestent

Une dizaine de citoyens de la localité d'El Khalwa, relevant de la commune de Maâdid située à 10 km du chef-lieu, se sont rassemblés devant le siège de la wilaya et la Maison de la presse dans le centre commercial, en vue de protester contre l'acte inacceptable du maire de la commune de M'tarfa.

Selon les protestataires, le maire a procédé à l'arrachage des plants d'oliviers plantés dans la région située entre leur village et la ville de M'sila, sans être avisés, tout en justifiant la possession de cette terre depuis un passé lointain et ont demandé l'intervention du premier responsable de la wilaya qui leur a promis d'ouvrir une enquête à ce propos, en accusant ledit P/APC d'avoir saccagé 4 000 plants d'arbres.

A cet effet, M. Dehmeche Hocine, qui s'est déplacé mercredi passé sur les lieux en compagnie des éléments de la gendarmerie, a réfuté toutes ces accusations et a déclaré qu'il avait averti dans le passé ces gens qui veulent investir en occupant le terrain communal, sans aucune autorisation ; d'ailleurs, c'est une terre steppique, destinée au pâturage et nul ne peut l'exploiter comme terrain agricole. En outre, la plupart de ces contestataires ne résident pas dans sa commune, a-t-il ajouté.

A. L.

LA RUE S'ENFLAMME À BÉJAÏA

Les RN 26 et 12 fermées par des manifestants qui réclament le raccordement au réseau de gaz naturel

La rue s'est, une nouvelle fois, enflammée dans la wilaya de Béjaïa, où pas moins de quatre manifestations citoyennes ont été observées à travers certaines municipalités, hier, en ce début de semaine, sous le même mot d'ordre dénonçant les mauvaises conditions de vie.

Au niveau du chef-lieu de wilaya, plusieurs manifestants se sont donné rendez-vous devant le siège de la wilaya pour réclamer la distribution des logements sociaux, situés au niveau de la nouvelle cité de Sidi-Ali-Lebhar, relevant de la municipalité de Béjaïa.

Toujours au niveau du chef-lieu de wilaya, des habitants du quartier populaire d'Ihaddaden Ouada ont également observé un rassemblement devant le siège de l'APC pour demander le bitumage de la route menant vers leur cité ainsi que son raccordement au réseau d'assainissement.

A l'intérieur de la wilaya, après les habitants de la daïra de Chemini la semaine écoulée, c'est au tour des villageois de la municipalité de Fenaïa, à monter au créneau tôt dans la matinée, en procédant à la fermeture des deux principaux axes routiers (les RN 12 et RN 26), reliant le chef-lieu-de

wilaya de Béjaïa à Tizi-Ouzou, en passant par Adekar et la wilaya d'Alger via Bouira.

A travers le blocage de ces deux voies de communications à hauteur de Bourbaâta et Remila, les villageois en colère entendent faire pression sur les pouvoirs publics pour le raccordement de leurs foyers au réseau de gaz naturel. Ces deux importantes voies de communication ont été totalement paralysées durant la journée de dimanche, provoquant des bouchons monstres sur plusieurs kilomètres.

Des milliers d'étudiants et de travailleurs n'ont pas pu rejoindre l'université ou leur lieu de travail dans la matinée. Pris au piège dans ces immenses bouchons, des centaines d'automobilistes ont dû attendre de longues heures la levée du blocus par les manifestants avant de rejoindre leur destination.

«Le gazoduc traverse nos terres, que nous avons cédées sans aucune opposition pour ce projet, chacun de nous a perdu, au moins, une quarantaine d'oliviers après les travaux de réalisation du gazoduc mais les autorités n'ont pas tenu leurs promesses de raccorder nos foyers au réseau de gaz de ville», se sont insurgés, hier, certains villageois sur les ondes de la radio locale.

Le wali, sur les mêmes ondes de la radio locale, a tenu, dans son intervention, à rassurer les manifestants protestataires que leurs villages sont également «programmés par le projet de raccordement au réseau de gaz de ville alloué à l'indicatif de la wilaya».

La commune de Tifra, dans la daïra de Sidi-Aïch, a été également secouée par une action de protestation citoyenne.

Des villageois de Tasga ont décidé de cadenasser le siège de l'APC de Tifra pour se faire entendre des pouvoirs publics, qui tardent à prendre en charge leurs doléances et procéder au bitumage de la route menant vers leur village.

A. Kersani